

qui ne peut se faire sans et contre les personnels

Etats généraux du Second degré : Evincés de la concertation, les personnels ont pris la parole au mois d'octobre



Nicolas Morvan, enseignant de Lettres classiques au collège Lurçat de Ris-Orangis, secrétaire départemental du SNES de l'Essonne, intervient sur la question du déclassement salarial.

Au cœur du projet politique du Président de la République qui a fait de la jeunesse et de l'Éducation les priorités de son mandat, la loi d'orientation et de programmation qui doit concrétiser la rupture avec les politiques inégalitaires et régressives mises en œuvre par le pouvoir précédent dans le domaine éducatif devait s'effectuer dans le cadre d'une concertation associant tous les acteurs de la communauté éducative.

Vincent Peillon qui n'a cessé de rappeler que rien ne peut se faire sans les personnels a refusé d'accorder une demi-journée banalisée pour que dans les établissements puissent être débattus les orientations et les changements à donner à notre système éducatif alors que les attentes sont très fortes après une décennie d'agressions et de démolition sans précédent.

Le SNES, le SNUEP et le SNEP ont donc pris l'initiative d'organiser les Etats généraux du Second degré. Ils se sont tenus à Paris le jeudi 25 octobre au théâtre du Gymnase pour faire la synthèse des contributions écrites, des prises de parole lors des forums départementaux et académiques ou lors des réunions qui se sont tenues dans les établissements au mois de septembre et d'octobre dans toute la France.

A PARIS LE 25 OCTOBRE, 300 COLLÈGUES VENUS DES 30 ACADEMIES

A travers leur expression apparaît nettement le fossé entre les aspirations des personnels et les orientations du rapport national et les dernières déclarations du Ministre.

Ne pas en tenir compte de la part du Ministre, amènerait à un conflit majeur avec la Profession.

Ils ont mis en évidence :

- l'ampleur des dégradations constatées sur le terrain, causées par la politique menée depuis plusieurs années contre le second degré et le service public d'éducation,
- le sentiment profond de déclassement de leurs professions,
- les injonctions, contraintes et pesanteurs qui pèsent au quotidien sur l'exercice de leurs métiers du fait du renforcement du pilotage managérial des établissements et de réformes dont ils contestent les orientations et qui alourdissent considérablement leurs tâches.



Les collègues se sont répartis le matin en 4 ateliers consacrés à la réussite des élèves, à la lutte contre les inégalités, à la situation des personnels et au fonctionnement du système éducatif. En photo, l'atelier sur la réussite des élèves qui a débattu de la culture commune, des contenus d'enseignement, du collège et du lycée.



François Béral, enseignant de mathématiques au lycée Newton-Enrea de Clichy, rappelle les attentes très fortes de changement des personnels.

En même temps, les personnels ont exprimé :

- un attachement profond à leur métier respectif, fondé sur la qualification disciplinaire et une formation qui doit être de haut niveau,
- la nécessité absolue de revaloriser nos traitements et nos carrières pour les rendre à nouveau pleinement attractifs,
- le souci de faire réussir les élèves quels que soient les difficultés et obstacles rencontrés,
- la volonté de faire respecter l'identité du second degré et sa continuité collège-lycée,
- l'urgence de redonner au second degré gravement asphyxié depuis plusieurs années les moyens de fonctionner, et la nécessité de respecter les missions et les statuts des personnels.

A cet égard, la quasi absence à cette rentrée de mesures décidées par le Ministre et le Gouvernement pour les collèges, les lycées et les CIO a été dénoncée.

Ils ont également marqué leur opposition au contenu du rapport national sur la Refondation de l'École et aux déclarations de Vincent Peillon concernant les orientations de la prochaine Loi de programmation.